

## Paysage urbain de la capitale et inégalité des chances

# Le retour surprenant des panneaux publicitaires

*Les Gabonais se rappellent de la destruction sans ménagement des panneaux publicitaires par le génie militaire, sur instruction des pouvoiristes du Palais du bord de mer en janvier 2014. Cette opération a eu le mérite d'envoyer plusieurs familles gabonaises dans la précarité. Sauf que depuis deux mois, d'autres panneaux publicitaires ont curieusement poussé dans certaines artères de Libreville. Que comprendre ?*

Jean-Pierre Abele-Ntame

Depuis 2009, la violence sous toutes ses formes est érigée en mode de gouvernance au Gabon. Dans cette veine, en 2014, les autorités avaient décidé de détruire tous les panneaux publicitaires, jugés trop nombreux, trop encombrants et à l'origine d'accidents de la route. Pour se justifier, le gouvernement avait mis en avant le besoin de protéger le patrimoine routier, s'appuyant justement sur les dispositions de l'ordonnance n°29/70 du 17 avril 1970 et celles de la loi n°13/2003 du 17 février 2005 portant protection du patrimoine routier national. L'entreprise Media affiche Gabon, propriété de feu André Mba Obamé, s'est vu obligé d'envoyer au chômage plus de 500 personnes. Mais aujourd'hui, les populations librevilloises sont frappées de stupeur. Pour cause, depuis plusieurs jours, dans la capitale gabonaise, des panneaux publicitaires d'un type



*En 2014, le pouvoir émergent avait décidé de débarasser Libreville des panneaux publicitaires, propriétés d'AMO.*

nouveau ont refait surface dans plusieurs artères, suscitant la colère des anciens propriétaires des régies publicitaires traditionnelles. « Ils ont exhumé un vieux décret pour détruire les différents panneaux publicitaires et de fait, nous ont envoyé au chômage. Ali Bongo qui prône l'égalité des chances devrait avoir cet événement dans son rétroviseur. Aujourd'hui, les

masques commencent à tomber. S'ils ont fait en sorte que les petites entreprises qui nous employaient, ferment, voilà qu'ils viennent d'être pris dans leur mensonge. Ils ont voulu régler des comptes à des adversaires politiques. Ces gens, dans ce qu'on voit, ils sont aussi derrière le retour des panneaux à Libreville. Entre janvier 2014 et maintenant, qu'est-ce qui a changé



*Exemple de l'installation d'un nouveau panneau.*

véritablement ? Rien. Mais nous remarquons tous que les panneaux sont à nouveaux visibles, et à contrario, la loi exhibée en 2014 n'a pas changé. Et on constate que les affiches collées sont toutes à l'honneur d'Ali Bongo. Allez-y comprendre !!! Merci à Ali Bongo et ses amis de nous avoir mis au chômage », avance amèrement Mathias Ndong, un ancien employé

d'une régie publicitaire qui a mis la clé sous le paillason. Dans ce qui ressemble à l'arbitraire, tout le monde peut constater, pour le regretter, que la destruction des panneaux publicitaires en 2014, n'a obéi qu'à la volonté des émergents de régler des comptes à des adversaires politiques. Rien d'autre que ça. Aujourd'hui, le temps a eu raison sur l'idée criminelle nour-

rie par ceux-là qui considèrent les autres Gabonais ne partageant pas leurs idéologies comme des citoyens de seconde zone. Que faire en pareille situation ? Accepter l'arbitraire et sombrer dans la précarité. Telle est la situation des ex-employés de ces régies publicitaires. Une bonne partie de l'opinion affirme que cette nouvelle implantation est un business octroyé à Jean-Sébastien Decaux, président de JC Decaux Sud Europe Belgique et Luxembourg, par l'entremise de Richard Attias, grand ami d'Ali Bongo et connu au Gabon pour son siphonage des deniers publics, grâce au nébuleux New York Forum Africa.

Pour l'heure, l'idée de placer de nouveaux panneaux publicitaires prend forme chaque jour dans les artères de la capitale gabonaise. Contradiction quand tu nous tiens. Dans tous les cas, nous sommes au Gabon, sous le septennat de toutes les contradictions. ■